



AUDIT

OF

UNDP DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE LA MICRO FINANCE (PASMIF II/UNCDF)
(Directly Implemented Project No. 76084)

Report No. 1185
Issue Date: 31 July 2013

**Report on the audit of UNDP Democratic Republic of the Congo
Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMIF II/UNCDF)
(Project No. 76084)
Executive Summary**

From 14 February to 5 March 2013, the Office of Audit and Investigations (OAI) of the United Nations Development Programme (UNDP), through KPMG (the audit firm), conducted an audit of Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMIF II/UNCDF), Project No. 76084 (the Project), which is directly implemented and managed by the UNDP Country Office in the Democratic Republic of the Congo (the Office). The audit was conducted under the general supervision of OAI in conformance with the *International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing*. The last audit of the Office was conducted by OAI in 2012.

The Project reported expenditure totalling \$0.32 million during the period from 1 January to 31 December 2012. The donor contributing to the Project was UNCDF.

Audit scope and objectives

The audit firm conducted a financial audit to express an opinion on whether the financial statements present fairly, in all material aspects, the Project's operations. The audit covered the Project's Statement of Expenditure (Combined Delivery Report) for the period from 1 January to 31 December 2012 and Statement of Assets as of 31 December 2012.

Audit results

Based on the audit report and corresponding management letter submitted by the audit firm, the results are summarized in the table below:

Project Expenditure		Project Assets		Cash	
Amount (in \$ '000)	Opinion	Amount (in \$ '000)	Opinion	Amount (in \$ '000)	Opinion
323	Unqualified	0	Unqualified	N/A	N/A


Key issue and recommendation

The audit raised two issues and resulted in two recommendations, one of which (50 percent) was ranked high (critical) priority, meaning "Prompt action is required to ensure that UNDP is not exposed to high risks. Failure to take action could result in major negative consequences for UNDP and may affect the organization at the global level."

Financial management (Issue 2)	<u>Unauthorized budget expenditures.</u> The budget line for monitoring and evaluation was exceeded by \$47,000 (56 percent) without evidence of authorization. OAI recommends that senior management define an acceptable limit of budget overrides under proper authorization.
--------------------------------	--

Management's comments

The Resident Representative acknowledged the recommendations.

A handwritten signature in blue ink is centered within a light blue rectangular box. The signature is stylized and appears to read 'Antoine Khoury'.

Antoine Khoury
Officer-in-Charge
Office of Audit and Investigations



Auditeurs Associés en Afrique- KPMG RDC

Bld du 30 juin
Imm BCDC 7^{ème} niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 99 00 100 20
: (243) 99 00 100 21
e-mail : tfashingabo@kpmg.cd

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

AWARD N° ID 00060431

Project number 00076084

Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMFI II/UNCDF)

1^{er} janvier au 31 décembre 2012

Rapport d'audit

Ce rapport contient 33 pages

Immeuble Losonia
Boulevard du 30 juin
Kinshasa/Gombe
RDC



Auditeurs Associés en Afrique- KPMG RDC

Bld du 30 juin
Imm BCDC 7^{ème} niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 99 00 100 20
: (243) 99 00 100 21
e-mail : tfashingabo@kpmg.cd

A Monsieur Moncef GHRIB
Chief, Regional Audit Centre for North, West, and Central
Africa
Office of audit and Investigations

A Monsieur ADAMA COULIBALY
Directeur Pays du PNUD
Immeuble Losonia
Boulevard du 30 juin
Kinshasa /Gombe
RDC

Concerne : Rapport d'audit des Projets PNUD - DIM – Award n° 00060431

Project number 00076084, « Programme d'appui au secteur de la Micro finance (PASMIF II) » Exercice 2012

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous transmettre notre rapport d'audit des Projets de l'Award 00060431 « *Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance* », financés par divers donateurs notamment, Le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'UNCDF et l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Ce rapport contient deux volets:

- Notre opinion sur les états financiers (CDR) des Projets au 31 décembre 2011, sur l'état des inventaires physiques (statement of fixed assets) et sur l'état de trésorerie du projet ;
- Nos recommandations sur la gestion des projets et les systèmes de contrôle interne.

Nous pensons que le contenu de ce rapport qui a été discuté avec les responsables du PNUD intègre tous les points portés dans les Termes de référence ainsi que dans le contrat signé avec le PNUD en date du 13 février 2013.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez obtenir dans le cadre de cette mission.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, à l'expression de notre haute considération.

Kinshasa, le 10 mai 2013

Paul M'BODI

Associé

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7^{ème} Niveau
Boulevard du 30 Juin,
B.P. : 7226 Kinshasa / Gombe
Tél. : (+243) 990010020
(+243) 990010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

Sommaire

	Page
1. Opinion de l'auditeur	5
2. Présentation du Projet et Gestion financière du projet	8
3. Combined Delivery Report - CDR	11
4. Etat de Prévisions et de Réalisations	14
5. Notes annexes à l'état des Ressources et des Emplois	16
6. Etat des actifs et équipements	19
7. Observations sur la gestion du projet	21
8. Annexes	27

SIGLES ET ACRONYMES

ASDI	Agence Suédoise de la Coopération pour le Développement International
CDR	Combined Delivery Report
FPM	Fonds de Promotion des Micro Finances
IMF	Institutions de Micro Finances
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
PASMIF	Programme d'appui au secteur de la Micro finance
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme de Nations Unies pour le Développement
PSF	Prestataire de Services Financiers
RDC	République Démocratique du Congo
SNMF	Stratégies Nationales des Micro Finances
UGP	Unité de Gestion du Programme
UNCDF	Un Capital Development Fund
UNOPS	United Nations Organisation Project Support
UNWOMEN	United Nation for Women
UNSAS	United Nations System Accounting Standards

1.

Opinion de l'auditeur externe



A Monsieur Moncef GHRIB
Chief, Regional Audit Centre for North, West, and Central Africa
Office of audit and Investigations

A Monsieur ADAMDA COULIBALY
Directeur Pays du PNUD
Programme des Nations Unies Pour Le Développement
Kinshasa – Gombe
RDC

a) Certification de l'état de dépenses

Nous avons procédé à l'audit de l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00060431 composé du projet PNUD numéro 00076084 «*Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance* » pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état des dépenses afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état de dépenses qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état des dépenses d basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état de dépenses est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états financiers du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état de dépenses.

Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.

Dans notre opinion, l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00060431 présente correctement, à tous égards, les dépenses totales de **USD 322 843** engagées dans le cadre du « *Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance* » pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 conformément aux règles comptables du PNUD.

b) Certification de l'état des actifs et de l'équipement

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état.

Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.

Aucun actif et équipement n'a été acquis dans le cadre du projet sous revue.

Dans notre opinion, l'état des actifs ci-joint concernant l'Award Id 00060431 présente correctement, à tous égards, le solde d'inventaire du « *Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance* » s'élevant à **USD 0** au 31 décembre 2012 conformément aux règles comptables du PNUD.

c) Certification de l'état de trésorerie

Conformément au Terme de Référence de cette mission, nous n'avons pas effectué des travaux sur la situation de trésorerie étant donné qu'il n'existe pas un compte bancaire du PNUD séparé pour le projet sous revue.

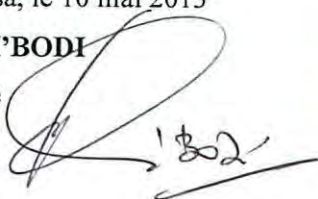
Au regard de cette situation, l'opinion sur l'état de trésorerie du projet sous revue au 31 décembre 2012 est non applicable.

Le présent rapport est destiné exclusivement à l'information et à l'utilisation du PNUD et de l'UNCDF.

Kinshasa, le 10 mai 2013

Paul M'BODI

Associé



KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 Juin
B.P. : 7226 Kinshasa / Gombe
Tél. : (+243) 990010020
(+243) 990010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

2.
Présentation et Gestion financière
du projet

2.1. Présentation du Projet

2.1.1. Contexte

Le secteur de la micro finance en RDC est renaissant et présente les défis essentiels qui le caractérisent : la professionnalisation des acteurs, l'assainissement du secteur de la micro finance et l'accompagnement financier nécessaires à la consolidation et la modernisation des prestataires de services financiers.

Suite à l'évaluation du Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMIF) en décembre 2009, les instances nationales de la RDC ont renouvelé leur intérêt à collaborer avec le PNUD, l'UNCDF et les autres partenaires (KfW, Banque Mondiale) pour appuyer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Micro finance de la République Démocratique du Congo.

2.1.2. Les objectifs du Projet

Objectif général

Contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement économique et social des congolais les plus défavorisés tant en milieu rural qu'en milieu urbain, par la promotion d'un secteur financier accessible à tous.

2.1.3. Les activités clés :

Les activités clés du projet sont les suivantes :

Le renforcement des capacités institutionnelles des Prestataires de services financiers (PSF), l'assistance technique aux Prestataires des Services Financiers, la facilitation du refinancement des PSF par le secteur bancaire via les mécanismes de garantie ; l'adoption de la nouvelle loi, son édition et la diffusion de ses dispositifs, la formation des Institutions de Micro finances au calcul des ratios, indicateurs et normes prudentielles, la vulgarisation et la sensibilisation sur la loi les acteurs indirects (clients, tribunaux, grand public) ; Le renforcement de la BCC sur les spécificités de la Micro finance, la coordination du secteur, l'harmonisation des actions des PTF et des IMF sur le terrain.

2.1.4. Exécution du Projet

Au cours de l'année 2012, les projets soumis à notre audit ont été exécutés conformément aux directives de l'UNCDF. L'UNCDF est chargé de l'exécution du Projet selon le processus d'exécution directe (DEX). Il est de ce fait le Coordinateur du Programme d'Appui au Secteur de Micro finance.

2.1.5. Suivi et évaluation

Un mécanisme conjoint de suivi-évaluation a été mis en place dans le cadre du Programme. Il a permis sur une base annuelle de mesurer, d'améliorer les performances et d'obtenir les résultats fixés.

2.1.6. Cadre structurel et organisationnel du Projet

Les appuis aux niveaux macro et méso, spécifiquement ceux en direction des associations professionnelles et autres instances de la Stratégie Nationale de Micro finance (SNMF) sont mis en œuvre par une Unité de Gestion du Programme (UGP). Elle comprend : (i) un Expert International en finance inclusive, (ii) un Expert National en charge des innovations financières et de la dimension "Genre", (iii) un responsable du suivi-évaluation et (iv) le personnel d'appui (Assistant au Programme et Chauffeur).

2.2. Gestion financière et comptable du projet

L'UNCDF utilise un logiciel intégré (Atlas) de planification et de gestion des ressources, utilisé non seulement par l'UNCDF, mais aussi par PNUD, UNOPS, UNWOMEN, UNFPA et l'Université des Nations Unies. Il répond aux meilleures normes de sécurité et intègre tous les modules indispensables pour une gestion optimale des ressources de l'UNCDF.

Les outputs de Atlas sont divers et variés et dépendent du centre d'intérêt de l'utilisateur ou de son interlocuteur. Ainsi par exemple pour notre auditeur, le document de références reste le CDR qui tire ses données du grand livre et le détail des dépenses dont l'origine est la table des ressources.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2011, certaines dépenses comptabilisées et enregistrées dans Atlas apparaissent avec un signe consécutif à leur règlement effectué au cours de l'année subséquente (en 2012).

2.3. Principes comptables

Le système comptable utilisé par l'UNCDF jusqu'au 31 décembre 2011 était régi par les normes UNSAS (United Nations System Accounting Standards). UNSAS privilégiait une comptabilité de caisse. Avec IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), l'UNCDF est passé au 1^{er} janvier 2012 à une comptabilité en droit constaté. L'adoption des nouvelles normes a nécessité une préparation minutieuse et rigoureuse pour assurer une transition harmonieuse.

3.

Combined Delivery Report - CDR



UNCDF Combined Delivery Report

UNCDF UN Capital Development Fund
Report ID: UNGL143G

Page 1 of 3
Run Time: 27-03-2013 09:03:00

Selection Criteria :

Business Unit: **UNCDF**
Period: **Jan-Dec (2012)**
Selected Award Id: **00060431**
Selected Project Id: **ALL**

Award ID : 00060431 RDC_PASMIF 2010	Period :	Jan-Dec (2012)		
Project ID : 00076084 DRC PASMIF II - core	Impl. Partner :	UNCDF UNCDF		
	Location :	Main		
	Prepaid DIM Exp	UNCDF Exp	Prepaid NIM Exp	Total Exp

Activity : 00000000000000000000 (EOS Mgt & Evaluation)				
Fund : G1310(United Nations Capital Develop)				
76125 - Realized Loss	0.00	15.09	0.00	15.09
Total for Fund G1310	0.00	15.09	0.00	15.09
Total for Activity 00000000000000000000	0.00	15.09	0.00	15.09
Activity : ACTIVITY1 (1- Macro Advocacy and Policy)				
Fund : G1310(United Nations Capital Develop)				
72625 - Capital Grants - Financial Ser	0.00	189,738.00	0.00	189,738.00
Total for Fund G1310	0.00	189,738.00	0.00	189,738.00
Total for Activity ACTIVITY1	0.00	189,738.00	0.00	189,738.00
Activity : ACTIVITY3 (3- Micro Retail Capacity)				
Fund : G1310(United Nations Capital Develop)				
71625 - Daily Subsist Allow-Mtg Partic	0.00	482.00	0.00	482.00
Total for Fund G1310	0.00	482.00	0.00	482.00
Total for Activity ACTIVITY3	0.00	482.00	0.00	482.00
Activity : ACTIVITY4 (4- Prog Mgt & Evaluation)				
Fund : G1310(United Nations Capital Develop)				
61305 - Salaries - IP Staff	0.00	13,654.50	0.00	13,654.50
61310 - Post Adjustment - IP Staff	0.00	8,124.42	0.00	8,124.42
62305 - Dependency Allowances-IP Staff	0.00	5,858.04	0.00	5,858.04
62310 - Contrib to Jt Staff Pens Fd-IP	0.00	25,139.15	0.00	25,139.15
62315 - Contrib. to medical, social in	0.00	929.13	0.00	929.13
62320 - Mobility, Hardship, Non-remova	0.00	15,480.00	0.00	15,480.00
62340 - Annual Leave Expense - IP	0.00	4,577.79	0.00	4,577.79
63335 - Home Leave Trvl & Allow-IP Stf	0.00	7,400.04	0.00	7,400.04
63365 - Special Oper Living Allow-IP	0.00	20,916.00	0.00	20,916.00
63530 - Contribution to EOS Benefits	0.00	3,225.38	0.00	3,225.38
63535 - Contribution to Security	0.00	5,160.62	0.00	5,160.62
63540 - Contribution to Training	0.00	1,290.17	0.00	1,290.17
63545 - Contribution to ICT	0.00	1,935.24	0.00	1,935.24
63550 - Contributions to MAIP	0.00	258.04	0.00	258.04
63555 - Contribution to UN JFA	0.00	2,322.24	0.00	2,322.24
63560 - Contributions to Appendix D	0.00	387.07	0.00	387.07
65115 - Contributions to ASHI Reserve	0.00	8,386.05	0.00	8,386.05
65135 - Payroll Mgt Cost Recovery ATLA	0.00	772.56	0.00	772.56

KPMG Congo-R.D.C

Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 Juin

B.P. : 7226 Tél. : (+243) 990010020

Kinshasa / Gombe (+243) 990010021

E-mail : tfashingabo@kpmg.cd



UNCDF Combined Delivery Report

Award ID : 00060431 RDC PASMIF 2010		Period :		Jan-Dec (2012)	
Project ID : 00076084 DRC PASMIF II - core		Impl. Partner :		UNCDF UNCDF	
		Location :		Main	
	Prepaid DIM Exp	UNCDF Exp	Prepaid NIM Exp	Total Exp	
71605 - Travel Tickets-International	0.00	4,130.88	0.00	4,130.88	
71615 - Daily Subsistence Allow-Intl	0.00	2,378.00	0.00	2,378.00	
71635 - Travel - Other	0.00	272.00	0.00	272.00	
73505 - Reimb to UNDP for Supp Svcs	0.00	11.08	0.00	11.08	
Total for Fund G1310	0.00	132,608.40	0.00	132,608.40	
Total for Activity ACTIVITY4	0.00	132,608.40	0.00	132,608.40	
Total for Project : 00076084	0.00	322,843.49	0.00	322,843.49	
Award Total :	0.00	322,843.49	0.00	322,843.49	

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 juin
B.P. : 7226
Kinshasa / Gombe
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd
Tél. : (+243) 890010020
(+243) 890010021

Mouah Adjambalo, IF Progr. Spécial

Signed By : _____ Date : 27/03/13

4.

Etat de Prévisions et de Réalisations du projet

Etat de prévisions et réalisations (Award Id 00060431)
Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012

Activités	Notes	Prévisions (USD)	Réalisations (USD)	Ecart (USD)	Taux de réalisation
Activity 3 : Micro retail Capacity	5.1.	115 262	482	114 780	0
Activity 2 : Meso Support Infrastructure		10 000	0	10 000	0
Activity 1 : Macro Advocacy & policy	5.2.	189 738	189 738	0	100
Activity 4 : Program Management & Evaluation	5.3.	85 000	132 623	(47 623)	156
Total dépenses		400 000	322 843	77 157	81
Financement UNCDF/SUEDE	5.4.		400 000		
Ecart t			77 157		

Les notes annexes font parties intégrante des états financiers

5.
Notes annexes à l'état de Prévisions et
de Réalisations du projet

5.1. Activity 3: Micro retail Capacity

Les dépenses de « Activité 3 : Micro retail Capacity » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	31/12/2012 USD
71625	Daily Subsist Allow-Mgt Partic	482
	Sous Total	482

Ces dépenses concernent les frais relatifs au renforcement des capacités des institutions des micros finances.

5.2. Activity 1: Macro Advocacy and Policy

Les dépenses de « Activité 1 : Macro Advocacy and Policy » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	31/12/2012 USD
72625	Capital Grants-Financial Ser	189 738
	Sous Total	189 738

Ces dépenses concernent les frais nécessaires à l'amélioration du cadre économique légal, réglementaire et institutionnelle de la finance inclusive.

5.3. Activity 4 : Programme Management & Evaluation

Les dépenses de « Activité 4 : Programme Management & Evaluation » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
61305	Salaries – IP Staff	13 654
61310	Post Adjustement – IP Staf	8 124
62305	Dependeny Allowances-IP staff	5 858
62310	Contribution to Jt Staff Pens Fd-IP	25 139
62315	Contribution to medical social in	929
62320	Mobility, Hardship, Non-remova	15 480
62340	Annual leave Expense – IP	4 578
63335	Home Leave trvl & Allow-IP Stf	7 400
63365	Special Oper living Allow-IP	20 916
63530	Contribution to EOS benefits	3 225
63535	Contribution to security	5 161
63540	Contribution to training	1 290
63545	Contribution to ICT	1 934
63550	Contribution to MAIP	2 58
62555	Contribution to UN JFA	2 322
63560	Contribution to Appendix D	387

Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance
Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012
Award Id. 00060431

Compte	Description du compte	Montant USD
65115	Contribution to ASHI reserve	8 386
65135	Payroll Mgt Cost recovery ATLA	773
71605	Travel Tickets-International	4 131
71615	Daily Subsistance Allow-Intil	2 378
71635	Travel – other	272
73505	Reimb to UNDP for Supp Srvs	11
76125	Realised Loss	15
	Sous Total	132 623

Ces dépenses concernent les frais de gestion du programme, de suivi et d'évaluation des activités.

5.4. Financement du programme

Le financement du programme d'Appui au secteur du Micro finance PASMIF II pour l'année 2012 se ventile comme suit :

Bailleurs	Date	Montant USD
Financement propre UNCDF	2012	400 000
Total		400 000

Il s'agit de la contribution de l'UNCDF au PASMIF II sur ses fonds propres.

6.
Etat des actifs et de l'équipement

Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance
 Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012
 Award Id. 00060431

Statement of Assets and Equipment
 as at 31 December 2012



Country Office: UNCDF
 Project title: Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance (PASMIF II)
 Award ID: 00060431
 ProjectID: 00076084
 Period covered: 1 January - 31 December 2012

TAG NO.	ACQUISITION DATE	ITEM DESCRIPTION/MODEL	PROJECT No.	DONOR CODE	FUND	ACCOUNT	ACTIVITY	RESPONS. PERSON	ITEM LOCATION	MANUFACTURER	COUNTRY	CSD VALUE	USS VALUE	SERIAL NO.	DONOR	REMARKS
NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT

Signed by: signature
 Name: Joe Kijumba
 Title: Associate in Charge/PASMIF II
 Date: 31/12/2012

Signed by: signature
 Name: Monah Andriambalo
 Title: Programme Specialist/PASMIF II
 Date: 31/12/2012

Certified by: signature
 Name: Paul M'BOBI
 Title: Associé
 Name of the Audit Firm: KPMG
 Date:

KPMG Congo-R.D.C
 Immeuble BCDC 7ème Niveau
 Boulevard du 30 Juin,
 B.P. : 7228 Kinshasa / Gombe
 Tél. : (+243) 890010020
 (+243) 890010021
 E-mail : fhaahingabo@kpmg.cd

7.
Observations sur la gestion
du projet

7.1. NIVEAU DE L'EXECUTION PHYSIQUE DU PROJET

A la fin de notre intervention, le partenaire n'a pas pu mettre à notre disposition le rapport annuel (final) d'exécution physique des activités réalisées dans le cadre du programme sous revue. Les procédures alternatives mises en place nous ont permis d'obtenir les rapports trimestriels de la BCC et du FPM. L'exploitation de ces rapports ne nous a pas permis de dégager le niveau d'exécution physique final du projet au 31/12/2012.

7.2. NIVEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE

Le taux d'exécution budgétaire global au 31 décembre 2012 a été de 83 % détaillé de la manière suivante :

Désignations	%
Projet : 76084	
Activity 1 : Micro retail Capacity	0,4
Activity 3 : Macro Advocacy & policy	100
Activity 4 : Program Management & Evaluation	156
Total	83

7.3. CHRONOGRAMME D'EXECUTION DU PROJET

Conformément aux différents contrats mis à notre disposition, le programme devait se réaliser du 2010 à 2014. Par ailleurs, à la date de notre audit, nous n'avons pas eu connaissance du rapport d'exécution physique final des activités programmées. Cette situation ne nous permet pas d'apprécier le respect du chronogramme des activités de la période sous revue (2012).

Le planning des activités décrites dans le PTA se présente de la manière Ci-après :

Activités	Premier trimestre 2012	Deuxième trimestre 2012	Troisième trimestre 2012	Quatrième trimestre 2012
Vulgarisation de la loi sur les institutions de la micro finance.			X	X
Réalisation des études, élaboration et vulgarisation des outils pour la culture financière et la protection des clients.			X	X
Formation des IMF aux normes prudentielles et à l'élaboration des états financiers et différents tableaux nécessaires à la base des données de la BCC.		X		X
Renforcement des capacités de la BCC sur le module CGAP.	X		X	
Appuyer l'élaboration du plan d'action pour l'inclusion financière.			X	
Renforcer les capacités de la BCC sur les spécificités de la micro finance (formation, voyage d'échanges) et sur le contrôle et la surveillance des IMF.		X		X
Identification des indicateurs, collecte des données et publication.		X	X	X
Elaboration des critères de classification et de classification des structures financières de proximité.			X	X
Le contrôle des IMF du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Bas Congo et de Bandundu.	X	X	X	X
Appui au comité de pilotage du programme.	X	X	X	X
Appui et facilitation de l'Assemblée constitutive des associations professionnelles (AP).			X	X
Accompagnement dans la formulation de la planification et la mise en place des outils de gestion des AP.		X	X	X
Renforcement des capacités des cabinets et Prestataires Locaux de Service Techniques (PLST) en micro finance pour améliorer leurs méthodologies d'intervention (Plan de d'affaires, formation des formateurs).			X	X
Appui aux prestataires locaux en matière de système d'information et de gestion (SIG) des Coopec et IMF				X

Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance
Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012
Award Id. 00060431

Activités	Premier trimestre 2012	Deuxième trimestre 2012	Troisième trimestre 2012	Quatrième trimestre 2012
agrées par la BCC.				
Education financière et communication aux organisations paysannes et appui à l'articulation des mutuelles de solidarité (MUSO) aux services financiers de proximité.		X	X	
Elaboration et diffusion de brochures et dépliants pour la visibilité du projet		X		X
Assistance technique CT aux Coopec et IMF couvrant les cibles spécifiques incluant les zones rurales.	X	X	X	X
Appui au plan de formation des IMF, comptabilité, reporting, marketing, gouvernance, audit.		X		X
Réaliser une étude de marché de micro finance en zone peu desservie (Equateur).			X	
Développement de méthodologies de crédit innovant avec des Coopec en zones rurales.		X		X
Organisation des forums sur les innovations (Mobile Banking, normes sociales environnementales, micro assurance, transfert des migrants).				X
Prise en charge coûts PST et partenaire d'exécution.	X	X		
Prise en charge équipe technique, personnel d'appui, fonctionnement et équipement.	X	X	X	X
Etude, Suivi et Evaluation.	X	X	X	X

7.4. OBSERVATIONS D'AUDIT ET RECOMMANDATIONS

Nous avons procédé à la vérification des dépenses relatives aux projets sous revue sur base d'un ratio de « 85% ». Ce ratio représente le montant total des dépenses contrôlées par nos soins, exprimé en pourcentage du total des dépenses soumises à la vérification. Ce seuil a été fixé suivant les travaux préliminaires basés sur l'évaluation du contrôle interne de l'organisation auditée. Ainsi, pour des fins de présentation et de synthèse uniquement, nous avons présenté les résultats de nos contrôles en utilisant des critères et catégorie des risques dont voici la signification :

- **Elevé** : Le processus ou le sous processus comprend un ou plusieurs points de recommandation jugés significatifs pour lesquels des plans d'actions devraient être initiés à court terme.
- **Moyen** : Le sous processus comprend un ou plusieurs points de recommandation jugés d'importance moyenne pour lesquels des actions devraient être menées à moyen terme.
- **Faible** : Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas détecté d'anomalie significative. Les améliorations correspondent aux meilleures pratiques en vigueur et peuvent être mises en œuvre à plus long terme.

A. Gestion programmatique du projet

7.4.1. Absence de rapport d'exécution physique final

Constats

Nous n'avons pas eu connaissance du rapport narratif final des activités exécutées pendant la période sous revue. Les procédures alternatives mises en place ne nous ont ni permis d'obtenir les données chiffrées sur les activités réalisées dans le cadre de ce projet ni d'apprécier le niveau d'exécution physique du programme.

Risque(s) (degré de gravité)

Moyen

Cause(s)

Non conformité aux procédures établies

Recommandation(s)

Nous recommandons à l'Unité de gestion du programme de produire le rapport d'exécution final dans un délai raisonnable pour une meilleure appréciation de niveau d'exécution physique du programme.

Délai de mise en œuvre

Application immédiate

Commentaires de la direction

Durant la mission d'audit, le rapport annuel 2012 d'exécution physique final était en cours d'élaboration. A ce stade, le rapport existe mais non encore approuvé par le Comité de pilotage. La réunion du comité de pilotage est prévue pour ce 09 mai 2013. Par ailleurs, nous avons mis à la disposition de la mission, les rapports trimestriels 2012 des activités du programme.

B. Suivi budgétaire

7.4.2. Dépassement budgétaire non autorisé

Constat

Nous avons noté un dépassement budgétaire de 56 % sur la ligne budgétaire « Program Management & Evaluation » pour lequel nous n'avons obtenu ni l'autorisation ni le réaménagement budgétaire. Le détail de cette situation se présente ci-après :

Projet	Ligne budgétaire	Prévision	Réalisation	Ecart en USD	Ecart en %
00076084	Program Management & Evaluation	85 000	132 623	47 623	56

Risque(s) (degré de gravité)

Elevé

Cause(s)

Absence de procédures

Recommandation(s)

Nous recommandons à l'Unité programme de fixer la limite acceptable pour tout dépassement budgétaire et d'en exiger une autorisation préalable auprès de la hiérarchie.

Délai de mise en œuvre

Application immédiate

Commentaires de la direction

Le taux de décaissement global du budget s'élevant à 83%, le dépassement enregistré sur la ligne « Program managent » n'entraîne pas d'impact particulier et ne nécessite donc pas d'autorisation spécifique.

8.
ANNEXE

Annexe 7: Plans d'action actualisés concernant les observations et les recommandations des audits de l'année précédente

Le programme n'a pas encore fait l'objet d'audit antérieur.

Annexe 2 : Communication des données et observations d'audit

Tableau récapitulatif des opinions

	Project Expéditeur		Project Assets			Cash		
	Montant en USD	Opinion	NFI en USD	Montant en USD	Opinion	NFI en USD	Montant en USD	Opinion
	322 843	Sans réserve	0	0	Sans réserve	0	N/A	N/A

Tableau de synthèse des résultats de l'audit des CDR du PNUD

Rapport combiné des dépenses du PNUD au 31/12/2012										
	N° d'attribution	N° de projet	Montant audité et certifié (USD)	Opinion d'audit (sans réserves, avec réserves, avec défavorable, refus d'exprimer une opinion)	Montant total des réserves exprimées sur l'opinion d'audit (si l'opinion est avec réserves, défavorable ou refus d'exprimer une opinion)	Montant total de l'impact financier net (IFN) des réserves exprimées sur l'opinion d'audit (avec réserves, défavorable, refus d'exprimer une opinion)	Raison (s) des réserves formulées sur l'audit et ventilation du montant (IFN) (USD)	Observation(s) qui ont entraîné des réserves sur l'opinion d'audit (indiquer le ou le numéro de l'observation ou des obs. et la page du rapport d'audit /de la lettre aux administrateurs)		
1	00060431	00076084	322 843	Sans réserve	-	-	-	-		

Tableau 3 – Modèle à l'intention des auditeurs ONG/NIM pour communication des résultats de l'audit de l'état des actifs et de l'équipement

État des actifs et du matériel					
N° de l'attribution	N° du projet	Valeur des actifs et du matériel Au 31/12/2012 (cumulatif à partir du début du projet) (USD)	Opinion d'audit - État des actifs et de l'équipement)	Montant total des réserves sur l'état des actifs et de l'équipement (USD)	Le montant total de l'impact financier net (IFN) des réserves exprimées dans une opinion d'audit sur l'état des actifs et de l'équipement (USD)
00060431	00076084	Néant	Sans réserve	-	-

Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance
 Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012
 Award Id. 00060431

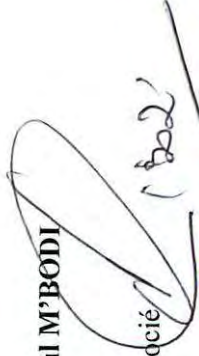
Tableau de synthèse des observations d'audit et recommandations

No d'attrib	No de projet	No de l'observation	Observation d'audit	Recommandation	Secteur de vérification	Motif de l'audit	Gravité du risque	Projet/BP Commentaires de la Direction
		7.4.1	Absence de rapport d'exécution physique final	Nous recommandons à l'Unité de Gestion du programme de produire le rapport d'exécution final dans un délai raisonnable pour une meilleure lecture et appréciation du niveau physique du programme.	Administration	Non conformité aux procédures établies	Moyen	<i>Durant la mission d'audit, le rapport annuel d'exécution physique final était en cours d'élaboration. A ce stade, le rapport existe mais non encore approuvé par le Comité de pilotage. La réunion du comité de pilotage est prévue pour ce 09 mai 2013. Par ailleurs, nous avions mis à la disposition de la mission, les rapports trimestriels 2012 des activités du programme.</i>
		7.4.2	Dépassement budgétaire non autorisé.	Nous recommandons à l'Unité de gestion du programme de fixer la limite acceptable pour tout dépassement budgétaire et d'en exiger une autorisation préalable auprès de la hiérarchie.	Administration	Absence de procédures	Elevé	<i>Le taux de décaissement global du budget s'élevant à 83%, le dépassement enregistré sur la ligne « Program management » n'entraîne pas d'impact particulier et ne nécessite donc pas d'autorisation spécifique.</i>

Kinshasa, le 10 mai 2013

Paul M'BODI

Associé



KPMG Congo-R.D.C

Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 Jui.
B.P. : 7226 Tél. : (+243) 980010020
Kinshasa / Gombe (+243) 980010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

FIN DU RAPPORT